

Déjeuner-débat du 12 mai 2010  
Avec Alain JUPPÉ  
Thème : Des finances et des dettes publiques ...  
Leçons de l'après-crise

Les Présidents Jacques-Henri DAVID et Jean-Louis CHAMBON ont chaleureusement accueilli M. Alain JUPPÉ au sein du Cercle Turgot.

### **Intervention d'Alain JUPPÉ :**

#### **1°- Leçons de l'après-crise ...Sommes-nous vraiment dans l'après-crise ou dans une succession de crises ? Crises financière et bancaire derrière nous ?**

« Je peux m'interroger » précise-t-il.

Au premier trimestre, on constate 0,1 % de croissance pour la France, cela n'est pas terrible, et 0,2% pour l'Europe non plus.

Certes nous sommes sortis de la récession mais tout cela n'est pas fini.

#### **Crise grecque, crise de l'Euro, crise de l'Europe**

On a beaucoup tardé et fait ainsi le jeu de la spéculation.

Le plan tardif de l'Europe va coûter cher vu le temps mis en œuvre pour y apporter une réponse.

Ce plan, en dépit de son volume, est un expédient de court terme, qui ne traite ni du moyen terme ni du long terme et qui consiste tout simplement à déplacer la dette d'un Etat failli ou quasi failli à d'autres Etats en situation financière un peu meilleure.

Dans ce contexte on obtient de la BCE et des banques centrales qu'elles apportent leur concours alors même que le président de la BCE s'exprime en ces termes : « nous sommes farouchement et totalement indépendants ».

Néanmoins, ces institutions monétaires rachètent de la dette publique avec un risque de création monétaire et par conséquent d'inflation.

#### **Une double divergence :**

L'absence de convergence des économies de la zone Euro est particulièrement manifeste, on peut même dire qu'elles divergent.

**La divergence dans l'Union Européenne** se traduit par l'Allemagne, les Pays-Bas, les pays nordiques, qui ont fait des réformes structurelles et disposent d'un appareil productif compétitif.

**Dans la zone Euro**, des pays fragiles, Grèce, Irlande, dans une moindre mesure le Portugal et l'Espagne pour des raisons différentes.

La position intermédiaire de la France et de l'Italie leur laisse cependant une petite marge de manœuvre mais elles n'ont pas encore mené à terme les réformes structurelles nécessaires.

#### **Divergence dans le monde :**

Le différentiel de croissance affiché :

- pays émergents : 5 à 10 %
- U.S.A : 3 à 4 %

- Union Européenne : 1,5 à 2 %

On assiste à une profonde redistribution des cartes : vieillissement, démographie, y compris dans l'échelle des niveaux de vie.

Le constat :

- la Chine, avec une croissance supérieure à 10 %
- les U.S.A. avec leur capacité à rebondir
- l'Union Européenne se traîne
- et la France est à la traîne avec sa faible propension à la consommation et de fortes disparités sont constatées.

Que faire ? Quelques pistes de réflexion

### **D'abord en France :**

Nous sommes devant un défi extrêmement compliqué.

La question est aujourd'hui : comment et où placer le curseur entre la croissance et la rigueur ?

Comment gérer la question dans le temps politique 2010/2012 ?

3% de déficit prévu en 2013.

La rigueur c'est quoi ? De l'austérité.

Nous sommes condamnés à mettre de l'ordre dans les finances publiques. L'enjeu est de 60 milliards d'Euros d'économies par an.

Quatre approches possibles :

1. La croissance : elle n'est pas possible avec un taux inférieur à 3 %.
2. L'inflation : nous sommes à l'abri de ce risque.  
a RGPP est un exercice courageux mais cela ne dépasse pas 60 milliards d'Euros.  
- il y a les comptes sociaux, les retraites  
- les collectivités locales : il faut qu'elles fassent elles aussi de gros efforts en freinant les recrutements massifs.
3. La dépense :  
- les demandes sociales qui n'en finissent pas (crèches ...), avec leurs frais de fonctionnement  
- l'Etat passe son temps à refiler des dépenses aux collectivités locales  
Maîtriser la dépense est absolument nécessaire.  
0,001 % de la dépense publique, tel est le niveau des économies attendues de la baisse des rémunérations des ministres ...
4. Les recettes : nous ne ferons pas l'économie de la mise en ordre de la fiscalité française.

Deux points majeurs sont à considérer : la performance et la justice.

Il faut une politique de croissance, mais qu'est-ce donc ?

Comment mieux doser le principe de précaution et le goût du risque ?

Il faut encourager le processus de création.

Y-a-t-il antinomie entre le processus de croissance et la rigueur pour relancer la croissance ?

## **Une réponse pragmatique :**

Deux expériences récentes :

- 1986/1988 : à l'époque d'Edouard Balladur l'enjeu était de 100 milliards de Francs.
- 1995/1997 : les déficits publics ont baissé de 2% en 2 ans.
- 1997/2000 : a été une période de croissance soutenable.

La frontière de soutenabilité de la dette publique est franchie en 1987/1988 et 1997/1998.

La conclusion de ces observations :

La rigueur prépare le retour à la croissance donc elle n'est pas antinomique.

## **Au plan européen, trois réflexions rapides :**

1- Mettre en place un véritable dispositif de convergence des pays de la zone Euro, en termes de déficits, de dettes et en termes de compétitivité structurelle.

Exemple : soumission de l'examen des budgets à Bruxelles. Il faut sans doute amplifier cela.

2- Sortant de la crise, la mise en place d'un dispositif de type FME (fonds monétaire européen).

En dehors de l'Europe et d'une solidarité européenne, la France n'a pas d'avenir (défense, diplomatie, ...).

Il faut aller plus loin dans le pilotage européen et faire avancer le partenariat France/Allemagne.

3- Un choix politique : le vouloir vivre ensemble européen existe-t-il encore ?

## **Au plan international, deux domaines de réflexion :**

1- Mettre en œuvre les promesses du G20 et éviter le fanatisme des marchés.

2- Pousser la réflexion sur un système monétaire multipolaire pondérant le poids du Dollar et atténuant les asymétries actuelles :

- input du Dollar
- sous-évaluation du Yuan

## **La révolution géopolitique :**

1- Un nouveau centre est créé, l'Europe n'est plus le centre du monde.

2- La révolution numérique : on ne sait pas ce qu'il en sera dans 15 ans.

3- Révolution écologique : elle est plus nécessaire que jamais. Elle ne sera pas une décroissance car la décroissance n'a pas de sens (il faut construire des logements, des écoles...).

Cependant, il faut amender un nouveau modèle de croissance avec une « sobriété heureuse ».

Vaste programme dont on peut mesurer les difficultés de toute nature.

\*  
\*      \*

Le Président Jean-Louis Chambon porte à la connaissance du Cercle l'accueil de nouveaux membres :

Membres d'honneur :

- Mme Christine LAGARDE
- Georges PAUGET (membre de droit)

Une autre partenaire officiel : TEMENOS

Jean-Claude GRUFFAT et Pierre-Emmanuel RICHARD sont les bienvenus au Cercle

Jean-Bernard MATEU est accueilli en tant que nouveau membre.

La lettre de Turgot a été acquise grâce aux efforts conjoints des ministères de la culture et de l'économie afin de garder ce patrimoine de France.

## **LE DÉBAT**

Au terme de l'intervention de Jean-Louis CHAMBON, la parole est aux participants.

Pour Bernard ESAMBERT la crise actuelle s'apparente à la première crise pétrolière. Elle a révélé certaines faiblesses de l'économie mondiale, en particulier l'ampleur des déficits.

Il convient donc de rassurer les marchés sur les bons côtés de la crise.

Il s'interroge sur la meilleure manière de relancer la machine en France.

On peut essayer d'agir sur la croissance qui est fortement liée à l'intensification de l'investissement.

Le grand emprunt est une bonne tentative, mais cela ne suffira pas.

C'est l'investissement privé le vrai relais car c'est une affaire de confiance, mais cela ne peut pas être réalisé seul, il faut aussi l'engagement des autres pays européens.

S'agissant de l'Europe, il faut un minimum de fédéralisme sinon l'Europe disparaîtra.

Il faut également une Europe monétaire, une Europe de l'Euro.

Il y a là un réel effort à fournir, la plus importante Europe est certes une Europe politique mais qu'il faut accompagner.

Alain JUPPÉ rajoute que certes il faut du financement, mais aussi des projets.

D'ailleurs, le grand emprunt n'est pas si grand que cela, c'est surtout un effet de levier.

Dans ce domaine, marche bien le concept des pôles de compétitivité, notamment le pôle « Route des lasers » à des fins militaires.

Au-delà, en effet, le moteur de l'investissement c'est la confiance.

Comment expliquer que les français sont le peuple le plus pessimiste de l'Europe ?

Dans le même temps, les français sont assez heureux de vivre où ils sont, à l'instar de Bordeaux où le taux de satisfaction est de l'ordre de 96 %.

S'agissant de la T.V.A., « un de mes rêves est de la faire aimer » dit Alain JUPPÉ.

Au Danemark le taux moyen est supérieur à 25 %.

Plusieurs Europes ? Oui, c'est un concept de coopération renforcé entre ceux qui veulent aller plus loin. A cet égard, le groupe pilier c'est l'Euro zone.

Aux questions de Philippe JURGENSEN sur la T.V.A. sociale, sur la place de l'économie verte comme un élément de relance, la réponse d' Alain JUPPÉ est que la T.V.A. sociale est une bonne démarche.

Sur les autres pistes des réformes sociales, Alain JUPPÉ procède à une énumération :

- La taxe carbone européenne : une sorte de T.V.A. verte.
- La modulation du taux de l'I.S. en fonction du résultat de l'entreprise.
- La retenue à la source.
- Sur le montant de l'impôt, il est par ailleurs essentiel de mettre en évidence l'exigence de justice fiscale.
- Jouer également sur le seuil de l'impôt, on peut sortir de l'assiette la CSG et la CRDS
- Autre idée explosive politiquement, on supprime l'ISF, on supprime le bouclier fiscal et on augmente la dernière tranche de l'impôt.

Sur l'économie verte, on observe trois reculs récents concernant la taxe carbone, les camions et les éoliennes.

Les capteurs photovoltaïques de demain ne doivent pas être négligés.

William NAHUM relate son récent voyage à Annecy avec le médiateur du crédit et s'interroge sur la raison de la grande compétitivité des allemands.

« C'est parce qu'ils ont fait les réformes structurelles », exprime un industriel local.

Dans les 5/10 ans à venir, quelles seront les réformes structurelles que vous mettriez en œuvre et sur quels leviers de commande agiriez-vous si vous étiez à la manœuvre ?

« Etre plus compétitif, cela veut dire quoi ? » interroge Alain JUPPÉ.

- C'est d'abord le coût du travail (le coût du travail en France n'est pas supérieur au coût du travail en Allemagne).

- Ensuite, les grosses PME fabriquent des biens d'équipement qui correspondent à la croissance mondiale, contrairement à la France qui est restée sur quelques grands secteurs de type centrales nucléaires, etc.

Sur quels leviers politique agir ?

- Faire mûrir dans l'opinion publique que les réformes sont nécessaires.

- Ne pas se laisser enfermer dans une langue de bois syndicale.

- Les français prennent conscience qu'il faudra travailler plus longtemps et cotiser plus longtemps.

- Le levier du bon sens de la population est très important pour réaliser les réformes.

- Le sentiment de justice est une chose très importante. Cette composante a une forte charge symbolique ; on le voit pour la question du bouclier fiscal.

Steve GENTILI sollicite l'avis d'Alain JUPPÉ sur la question de la compétitivité par rapport à qui. De même, il souhaite avoir son point de vue sur le modèle de croissance chinois.

« C'est facile de critiquer le modèle chinois » répond Alain JUPPÉ. Les choses se rééquilibreront à terme.

Autrement : si les chinois n'achetaient pas la dette des USA, qui l'achèterait ?

Une question d'importance : allons-nous en France pouvoir garder notre pouvoir d'achat ?

La réponse est apportée par une certaine fuite en avant dans la recherche technologique, etc

Le déclin relatif à l'Europe doit être évité à tout prix.

D'après Pierre-Emmanuel RICHARD il y a une dichotomie entre l'homme politique qui doit être élu et le décideur qui doit agir au risque de la perte des élections quand il n'y a pas de courage politique.

Le point de vue d'Alain JUPPÉ est que beaucoup de réformes engagées aujourd'hui sont le signe d'un courage politique, telle la question des retraites ou le plan de sauvetage des banques.

« Pourquoi n'applique-t-on pas les mesures du privé à l'Etat ? » demande Marielle MARTINY.

Alain JUPPÉ apporte une réponse sur différents points :

#### Sur le Grenelle de l'environnement :

- Ce sont les projets d'investissement à établir.
  - S'agissant de l'aspect des normes, l'efficacité énergétique est un élément important.
- La loi Grenelle 2 est donc un point très important.

#### Sur la question des retraites :

- Il convient d'agir sur la durée de cotisation.
  - Il faut agir sur l'âge réel du départ à la retraite. L'enjeu ici est de prolonger la durée effective de la vie professionnelle.
- Si on se situe sur une approche de « décroissance » ou d'une croissance de 1%, il n'y aura pas d'emploi. On ne « pique » pas du travail aux jeunes en donnant du travail aux seniors. C'est encore et toujours la même philosophie de la question du partage du gâteau du travail.

#### Sur la question du pacte social :

Gérer 60 millions de français, ce n'est pas gérer 100 000 personnes.

Les français n'ont pas encore saisi que si l'on ne change pas fondamentalement, on court à la catastrophe, et cela il faut bien l'intégrer et en prendre la pleine mesure.

Jean-Louis CHAMBON évoque la question des syndicats et de leur représentativité dans le contexte actuel.

Selon Alain JUPPÉ l'effectif des troupes syndicales est faible.

On a besoin en France de syndicats importants, je le vois dans ma mairie de Bordeaux s'agissant de décisions qui engagent.

« En matière de croissance et de consolidation budgétaire, le « tempo » n'est pas à la main des Etats »

selon Nicolas BOUZOU.

Il faut être prêt à agir dans l'urgence.

Il ne s'agit pas d'une question de dette des collectivités locales mais c'est plutôt du côté de l'Etat, de l'assurance maladie et des organismes de santé qu'est le déficit.

« Je sais ce qu'il faut faire » avance Nicolas BOUZOU, notamment avec un arsenal de type TVA sociale, etc., mais on ne sait pas comment le faire.

Il interroge et demande quel est le seuil d'acceptation du déficit de l'assurance maladie.

Relatant l'assurance maladie, Alain JUPPÉ rappelle que la réforme de 1995 a été faite et que les ordonnances sont sorties.

Comment dès lors responsabiliser les prescripteurs ?

On peut agir sur la demande plutôt que sur l'offre en se dotant d'instruments ad hoc.

Les différents domaines de la réforme concernent :

- le domaine de l'hôpital : on y a introduit une culture de l'accréditation et du résultat.  
A Bordeaux, la dépense médicale a augmenté de 2 %. Il s'agit de responsabiliser.

- la médecine de ville : on a beaucoup « déremboursé » les médicaments depuis quelques années.  
Il faut continuer à agir pour aboutir à une meilleure maîtrise des dépenses de santé.  
Les réformes de cette nature sont plus essentielles que l'utilisation d'une baguette magique.

A propos de la Grèce, Michel BON se demande si ce qui se passe n'est pas au final favorable à l'Europe, y compris dans la baisse de la parité de l'Euro.

« Cela nous permettra sans doute d'aller un peu plus loin à Bruxelles » rapporte Alain JUPPÉ.

« Global zéro » en matière de désarmement nucléaire interroge le général SINTES. « Etes-vous aligné sur les positions de Michel ROCARD sur cette question ? »

« Aligné non » rétorque Alain JUPPÉ.

La disparition des armes nucléaires sur la planète, l'objectif à moyen/long terme est l'éradication des armes nucléaires.

Le moment venu, la France devra s'y atteler, mais le moment n'est pas venu.

On reste donc sur la dissuasion nucléaire de la France.

La conférence d'examen du traité se déroule actuellement et la France y apporte son écot.